

UTOPIES PIRATES

Derrière le mythe du pirate sanguinaire se cache un des modes d'organisation sociale les plus démocratique du XVIII^e siècle.

Il y a quelques années, un ami, l'acteur et metteur en scène Jérôme Nayer, me met entre les mains le livre d'un historien américain, Marcus Rediker, consacré à l'âge d'or de la piraterie, *Pirates de tous les pays*¹, et me demande d'écrire une pièce pour ses étudiants en art du spectacle du Conservatoire de Mons. Dans l'introduction du livre, Julius Van Daal écrit: *Il n'est guère de domaine où le mythe – la légende noire de ces aventuriers mais plus encore leur gloire – ait autant occulté la réalité*. Marcus Rediker propose de se pencher sur cette réalité.

Devenir pirate: la révolte

Il commence par s'intéresser aux conditions qui conduisent des hommes à entrer en piraterie. Il rappelle brièvement qu'au XVIII^e siècle l'Angleterre met en place la politique des *enclosures*, soit la privatisation, pour raison de productivité, des *commons* – des terres qui, selon d'anciennes coutumes, pouvaient être utilisées par tous, que ce soit par exemple pour récolter le miel, cueillir les champignons ou ramasser le bois de chauffe². Privés de ressources essentielles à leur survie, des centaines de milliers de pauvres convergent vers les villes où ils n'auront d'autres choix que de travailler à l'usine ou de s'engager dans la marine. La fameuse image du type que l'on saoule dans une auberge du vieux port et qui se retrouve au matin embarqué sur un bateau de la marine militaire ou marchande a donc des fondements historiques; on ne s'engage pas par amour du grand large mais parce qu'on ne peut guère faire autrement.

Marcus Rediker compare d'ailleurs les navires à de véritables bagnes flottants: promiscuité, maladies, épuisement – pour un salaire de misère. L'ordre est assuré par un pouvoir hiérarchique fort avec, à son sommet, le capitaine du navire. Pour se faire une idée de son pouvoir, on peut revoir *Les révoltés du Bounty*, celui de 1962, par exemple, où Marlon Brando incarne Christian Fletcher*, l'officier qui prend la tête de la fameuse mutinerie contre le cruel et autoritaire capitaine de la Royal Navy William

Bligh. Si dans ce cas précis la mutinerie conduira les mutins à refaire leur vie sur une île éloignée des routes maritimes, elle est généralement le geste collectif qui précède l'entrée en piraterie. Une révolte, donc, contre un système qui broie les individus au profit d'un capitalisme en plein essor, celui du commerce international.

Organiser la vie commune: la révolution

Quand je parlais autour de moi du livre de Rediker, à l'époque où je travaillais sur ce sujet, c'était souvent la manière dont les pirates organisaient leur vie en commun qui bousculait le plus les a priori de mes auditeurs – un *nouveau gouvernement du navire* qui se posait en contre-modèle du système hiérarchisé qu'ils avaient pu connaître dans la marine. Le capitaine, par exemple, est élu à la majorité par le conseil commun, une assemblée constituée par l'entière des membres du bateau, et ses pouvoirs sont, en dehors des combats, limités par ce même conseil commun. C'est ce dernier qui élit également les différents sous-officiers. C'est ce conseil, en fait, qui exerce le véritable pouvoir en faisant voter les décisions importantes à la majorité, en décidant des punitions infligées à ceux qui transgressent les règles décidées en commun ou en organisant la distribution du butin.

Le capitaine et le quartier-maître reçoivent entre une part et demie et deux parts; les canoniers, maîtres d'équipage, seconds, charpentiers et docteurs reçoivent entre une part et un quart et une part et demie; tous les autres ont droit à une part chacun. Ce système de rémunération prend une distance radicale avec les pratiques de la marine marchande, de la Royal Navy et des corsaires. Il institue un système élaboré de niveaux hiérarchiques de revenus, qui réduit drastiquement les disparités entre le haut et le bas de l'échelle. En réalité, il s'agit de l'un des programmes d'attribution des ressources les plus égalitaristes du XVIII^e siècle. [...] Au lieu de travailler pour des salaires en utilisant les outils et la machine (le bateau) possédés par un marchand capitaliste, les pirates dirigent le navire comme leur propre propriété, et partagent équitablement les risques de leur aventure commune. Une part du butin était par ailleurs réservée à un fond destiné à ceux qui, blessés, ne pouvaient plus participer au combat, anticipant ainsi l'idée très moderne de sécurité sociale.

Bref, si l'action des pirates sur les mers du globe, au XVIII^e siècle, menace bien



l'essor du commerce mondial, on peut penser que c'est l'idée même d'un système d'organisation plus égalitaire et plus démocratique qui effraie les grandes puissances occidentales. Aussi les pirates feront-ils l'objet d'une chasse sans pitié.

Stimuler nos utopies

À l'heure où j'écris cet article, les zadistes sont évacués de la zone de Notre-Dame-Des-Landes. Une ferme alternative basée sur un projet de mutualisation des moyens, la ferme des Cent Noms, est rasée par la police parce qu'aucun projet agricole individuel, justifie-t-on, n'avait été déposé à la préfecture. Daniel Schneiderman écrit à ce propos: *Aux yeux de l'Etat, une seule solution pour l'agriculture: chacun chez soi, chacun pour soi, chacun sur ses cinq hectares, chacun ses traites qui te plombent pour trente ans.*³ Hervé Kempf, de son côté, nous dit: *La disproportion des moyens employés indique que ce que qui se vit à la Zad menace l'ordre néo-libéral dont [les zadistes] sont les chantres brutaux: la possibilité d'exister autrement, de chercher la coopération plutôt que la compétition, de s'organiser sans hiérarchie entre les êtres, de régler les conflits sans police ni justice, de partager le commun en harmonie avec ce qu'on appelle la nature, de subsister sobrement, de sortir de l'assujettissement de l'argent... Y arrive-t-on sur la Zad? On ne peut le dire. Mais on essaye vraiment, et de nombreux faits attestent qu'il y a bien là une magnifique alternative, une fenêtre ouverte dans le mur asphyxiant du capitalisme. Ce qu'ont pour mission d'abattre les 2.500 robocops envoyés par le président banquier, c'est la possibilité de vivre autrement.*⁴

Il ne faudrait pas gratter l'image romantique que l'on peut avoir de la piraterie pour en construire une nouvelle, celle d'hommes qui ne seraient préoccupés que par l'harmonie et le bien commun. Les pirates n'étaient pas des anges, la violence faisait partie de leur mode de vie (c'était *terreur contre terreur* écrit Rediker) et l'appât du gain pouvait être une préoccupation que l'on ne retrouve pas chez les zadistes, par exemple. Mais rien à faire, il est difficile, quand on vit avec le livre de Marcus Rediker dans un petit coin de sa tête, de ne pas penser que, oui, décidément, ça résonne et que trois cents ans plus tard, les pirates pourraient bien stimuler quelques-unes de nos futures utopies collectives.

Régis Duqué

³ Le 10 avril 2018, sur le site d'Arrêt sur images.

⁴ Le 9 avril 2018, sur le site de Reporterre.

¹ Marcus Rediker, *Pirates de tous les pays*, Paris, Libertalia, 2014.

² Cette notion de commun, qui désigne des biens dont tout le monde a la jouissance sans en détenir la propriété (voir le site rue 89), revient en force aujourd'hui pour parler de Wikipedia, des logiciels libres ou comme réponse à la privatisation de la recherche médicale par les laboratoires pharmaceutiques.